

Analyse et innovation curriculaires de l'éducation pour tous en Afrique Subsaharienne  
et lutte contre la pauvreté  
3ème séminaire international BIE-UNESCO  
Dialogue politique et stratégies de mise en œuvre du changement du curriculum

**Activité interactive – jeu de rôle: Les arguments en faveur d'une approche plan ou d'une approche projet (15 mars 2006)**

*Réunion en face à face entre les représentants des gouvernements des pays africains (la moitié des participants) défendant l'approche plan dans le secteur de l'éducation et un consortium d'organismes et d'institutions de financement – les bailleurs de fonds (l'autre moitié des participants) défendant une approche projet – résumé des arguments*

Thématique	Défense par les pays de l'approche « plan »	Arguments des bailleurs de fonds contre l'approche plan et en faveur de l'approche « projet »
Améliorer la coordination et l'intégration	Intégration cohérente des projets	Manque de priorités claires et réalistes
	Eviter les actions ponctuelles	Volonté de tout résoudre à la fois
	Favorise la coordination et l'intégration des actions ponctuelles	Besoin de recentrer et de cibler les activités
	Orienté l'action en séquences structurées	Fourre-tout, dispersion, papillonnement
	Cadre global qui permettra de mieux structurer le chronogramme des actions	Préférence pour des projets bien ciblés, contrôlables à court terme
Mieux gérer les ressources et évaluer la réalisation des objectifs	Eviter la dilution des ressources	Trop flou et risque de corruption
	Mutualisation des ressources	Incertitude quant à l'usage des fonds et aux délais et qualité
	Mieux évaluer les résultats par rapport au chronogramme	Impossibilité d'évaluer les résultats
	Permettre une évaluation à long terme	Taux d'absorption trop faible pour réaliser un tel plan
Auto-détermination	Accord du gouvernement en entier sur le plan global	Contentez-vous de vous inscrire dans les Plans PTF existants !
	Fait participer les acteurs principaux à la réalisation des projets	Pas besoin de penser l'avenir, on sait déjà ce qui est bon pour vous
Le plan comme outil de négociation	Permet le refus de certaines propositions en contradiction avec le plan	On veut des résultats rapides grâce à nos experts
	Outil de négociation avec les PTF, mettre en phase vision et financements variés	Contentez-vous de vous inscrire dans les Plans PTF existants !
	Plan définit le champ d'appui	On veut des résultats rapides grâce à nos experts
	Conçoit le financement extérieur comme un appui à des stratégies définies par les pays	Revoir votre copie et vite !
Penser l'avenir	L'approche plan permet enfin la vision stratégique qui va résoudre nos problèmes structurels en Afrique	Pas besoin de penser l'avenir, on sait déjà ce qui est bon pour vous
	Permet de penser et de créer notre avenir	Vous avez beaucoup de problèmes, pensez plutôt à atteindre des objectifs réalistes
Inscrire l'action dans la durée	Permettre des résultats pérennes	Préférence pour des projets bien ciblés, contrôlables à court terme
	Inscrire l'action dans la durée	Approche dilatoire qui remet les résultats à demain – 5 ans
	Intégrer de nouveaux projets à long terme et cohérents	Sauvez ce que vous avez à sauver le plus vite possible
		Evitez les projets à long terme
		Pas le temps pour une approche à long terme

### **Troisième Séminaire international BIE- UNESCO**

**Ouagadougou 13-17 mars 2006**

*Dialogue politique et stratégies de mise en œuvre du changement du curriculum*

#### **Dans le médias :**

**Titres et articles sur les résultats de la réunion entre représentants du gouvernement et les bailleurs des fonds, tenue le 15 mars 2006 à Ouagadougou**

**L'éducation en question : Les négociations en queue de poisson entre les bailleurs de fonds et les décideurs de l'éducation.**

**Dialogue des sourds entre les bailleurs de fonds et les négociateurs du Ministre de l'Éducation.**

Equipe de l'Angola

**Refondation du système éducatif : accords signés par le gouvernement avec les institutions internationales**

Alphari Djibo, Niger

#### **Faire le deuil de l'école publique**

Le gouvernement de la 5ème République va enfin se reposer. Fini les angoisses, fini les inquiétudes, fini les négociations, sans fin, fini les nuits sans sommeil. Le décret présidentiel numéro 100 du 15 mars 2006 portant privatisation totale et définitive des écoles publiques vient d'être publié par le journal officiel. Mais quel avenir pour le petit peuple ? Quel espoir pour les damnés de la Terre ? Quel sera le prochain décret pour que le Gouvernement dorme en toute inquiétude ? Pourquoi pas la suppression du suffrage universel ?

M. Antime Mivuba, Burundi

#### **Des projets aux plans ou l'inverse ? Les débats sont controversés.**

Au cours du séminaire international sur le dialogue politique et stratégies de mise en œuvre du changement du curriculum qui a réuni à Ouagadougou des représentants venus des pays d'Afrique subsaharienne.

Il a été discuté l'approche projets et plans de l'aide accordée aux pays en voie de développement.

Pour les uns, ils préconisent l'approche plan car cela montre que chaque pays a sa vision à laquelle il veut arriver et le bailleur devrait s'inscrire dans le plan.

Pour l'autre partie par contre, les pays africains n'ont pas la capacité d'absorption des fonds octroyés en égard aux expériences antérieures. Par conséquent, le financement des petits projets permettrait suivre de près le débours à court terme.

Que le soit l'une ou l'autre approche, le compromis est loin d'être trouvé. Néanmoins, il se dégage un constat. Les bénéficiaires de l'aide présentent que le temps est révolu et qu'il faudrait accorder une importance aux plans élaborés de commun accord avec tous les intervenants plutôt que d'imposer des projets pour lesquels des concentrations préalables n'ont pas eu lieu ; même si les pays africains ont encore besoin de l'aide !

Camille Kanamugire, Rwanda

### **Programme de développement de l'éducation traite de 'fourre-tout' par bailleurs de fonds**

Le consortium de bailleurs de fonds a voulu naufrager le plan de d'amélioration du gouvernement dans le domaine de l'éducation en imposant leur concept de projet sectoriel. Le gouvernement a proposé un plan multisectoriel de l'éducation comprenant divers secteurs comme la construction de nouvelles écoles, le renouvellement du curriculum de l'éducation de base, dans le contexte du combat contre la pauvreté, la restructuration du cycle secondaire qui nécessite l'achat d'équipements informatiques pour remédier à la fracture numérique qui sépare le monde africain du monde dit 'avancé'. Les ministères des finances et de l'éducation ont beau expliquer les avantages du concept 'programmes' versus le concept 'projet'. Mais les bailleurs de fonds se sont montrés intransigeants, nous accusant de n'être pas capables de mener à bien un programme dans la durée.

Quelle ne fut pas la surprise créée par un fonctionnaire de la Banque Mondiale qui a cru bon de dicter que le projet qu'il pourrait financer est la construction des cantines scolaires.

Le Premier ministre a été très virulent à l'encontre du consortium qui est arrivé à la salle de conférence avec une demi-heure de retard, prétextant qu'ils croyaient qu'ils pouvaient venir en retard parce qu'ils étaient en Afrique.

Une deuxième réunion consortium sera présidée demain par le Premier Ministre qui a dit : Il faut que l'Afrique donne une leçon aux bailleurs de fonds.'

Anonyme

### **La lumière**

Les décideurs des pays en voie de développement n'ont pas pu s'entendre avec les bailleurs de fonds sur la question de financement des projets élaborés afin de relancer l'éducation se trouvant dans un état critique. Les bailleurs de fonds ont exigé aux décideurs de mettre d'abord à la lumière les priorités.

Emérence Bucumi, Burundi

### **Les Institutions bancaires boudent le Plan du gouvernement**

Réunis le mardi 14 mars à l'Hôtel Pacific, les Institutions bancaires et le gouvernement ne sont pas parvenus à s'accorder sur les formules d'appui et d'accompagnement qui favorisent les mécanismes de lutte contre la pauvreté. Deux concepts les divisent.

En effet, pour les bailleurs, l'aide sollicitée doit s'inscrire dans une dynamique de projets jugés plus fructueux et dont les résultats sont très rapidement visibles. Le gouvernement tirant les leçons des projets passés, a résolument opté pour un plan intégré afin de concevoir un développement global dont les résultats sont par ailleurs durables, mieux structurés et planifiés. La question est de savoir qui définit les politiques des pays très endettés.

Jean Baptiste Zongo, Burkina Faso